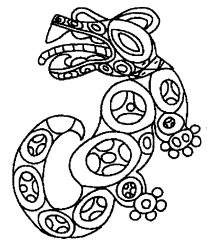




ARGENTINE



D 2197 • Ar11
16-31 janvier 1998

MOTS-CLEFS
Femmes
Sujet-Acteur
Discrimination
Famille
Identité

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

UN "ESPACE FEMMES" DANS LES QUARTIERS DE CÓRDOBA

Créé à l'initiative du Centre de communication populaire et d'assistance légale (CECOPAL), une des plus importantes ONG argentines, il existe à Córdoba un "Espace femmes" étroitement lié à la réalité familiale et communautaire de femmes vivant dans une dizaine de quartiers de la ville. Le travail effectué comprend différents programmes d'action qui ont permis des avancées importantes mais aussi des interrogations. Il s'agit

essentiellement de prendre en compte la situation concrète des femmes de milieu populaire, tant au niveau de leurs besoins matériels que de leur identité sociale et subjective. "En nous connaissant, nous nous transformons", tel est le titre significatif de l'un des programmes de l'Espace femmes. Article de María Cecilia Ré, du CECOPAL, paru dans *Desafios urbanos*, septembre-octobre 1997 (Córdoba).

Problèmes historiques, besoins concrets

Les origines du "Programme de genre" [féminin-masculin] ou "Espace femmes" CECOPAL remonte à l'année 1989 quand l'arrivée d'une camarade préoccupée par la question commença à nous interpeller. Il est certain qu'un bon nombre d'entre nous, hommes et femmes, fûmes réticents à ces "nouvelles propositions" qui semblaient contredire ou tout au moins compliquer sans beaucoup de raison l'action que nous conduisions déjà en faveur des couches populaires. Cela faisait en effet plus de 5 ans que, en union avec la Coordination des lots indexés et des quartiers défavorisés,

nous avons engagé une lutte sans merci pour obtenir l'accès à la propriété urbaine. Il était évident pour tous et toutes que dans cette lutte les femmes occupaient un rôle de premier plan. Il nous était facile de nous rendre compte que c'étaient elles qui participaient le plus, qui assistaient aux réunions et aux assemblées, qui soutenaient l'organisation, qui faisaient circuler l'information et qui, au début avec crainte puis ensuite avec beaucoup de courage, organisaient des manifestations à la porte des compagnies immobilières qui abusaient de leurs droits.

Ce que nous n'arrivions pas à comprendre c'est la raison pour laquelle,

quand était venu le moment de discuter, de négocier ou de parvenir à des accords relatifs à la propriété de la terre, c'étaient les hommes qui en retireraient tout le mérite... "C'étaient eux les titulaires du certificat d'achat-vente"... "Ce sont eux qui savent parler avec ces gens-là"... "Eux, on les écouterait davantage"... "En ce qui concerne les chiffres, ils s'y connaissent mieux"...

À partir de ces interrogations et de l'attention que nous portions aux situations que vivaient les femmes dans les milieux populaires, nous pûmes voir et comprendre que les problèmes de discriminations sexuelles et le travail en collaboration

Les tables de DIAL pour 1997 peuvent être envoyées sur simple demande

SOMMAIRE

> **ARGENTINE** : Un "Espace femmes" dans les quartiers de Córdoba (1-4)

> **AMÉRIQUE CENTRALE** : Démocratie et respect des droits de l'homme en Amérique centrale (9-12)

> **ÉQUATEUR** : La terre communautaire de Tunibamba : passé, présent et futur (5-7)

avec des femmes étaient beaucoup plus nécessaires, proches et importants que ce "fantasme du féminisme" dont on nous faisait si souvent peur.

Nous sommes parties d'une conception de la différence de sexes comme d'une construction socio-culturelle et historique qui, de ce fait, a de fortes implications sur le plan individuel, familial et social et aboutit à l'organisation d'une hiérarchie des hommes sur les femmes.

Sur la base des différences sexuelles, entendues d'un point de vue biologique, s'est implantée entre hommes et femmes une inégalité qui a été "naturalisée" et qui a entraîné discriminations et injustices ; le travail a été réparti suivant les sexes ; on a délimité les domaines de propriété et de pouvoir à partir du corps et de la subjectivité des uns et des autres. On a attribué à chacun des sphères d'intervention, le domaine public (de production et de pouvoir) réservé aux hommes et le domaine privé (de fécondité et de dévouement) réservé aux femmes : cette répartition entraîne des attitudes, des attributions, des pouvoirs et des attentes qui se transmettent à chaque sexe à partir de la première socialisation et qui se renforcent par le jeu de toutes les institutions sociales.

Les commencements... toujours en mouvement

Le programme commence à prendre forme, contenu et sens dans la rencontre permanente avec d'autres femmes.

Ces autres femmes sont des femmes vivant dans des quartiers ; nous avons rêvé ensemble d'un toit individuel avec ses incertitudes et ses succès ; nous les retrouvons à présent en leur faisant une proposition différente : celle de nous penser en tant que femmes, avec nos propres besoins, notre histoire particulière, nos peurs, la force et la volonté de construire une société différente. Nous avons la conviction que pesaient sur nous les injonctions ancestrales favorisant un système de subordination à l'intérieur de l'ordre social. Il ne s'agissait pas de problèmes particuliers et isolés qui auraient été dus à la malchance de certaines d'entre nous. Nous savions que nous nous affrontions à la tâche redou-

table de repenser et de proposer des changements dans les relations de pouvoir et de soumission que, de façon collective comme personnes du même sexe, nous subissions et continuions de subir.

Ces autres femmes, ce sont aussi beaucoup de celles qui, à partir de la Conférence mondiale de la femme à Nairobi, ont mis en place des Rencontres nationales de femmes qui, depuis 1986, se tiennent sans interruption tous les ans dans différentes provinces de notre grand pays. Avec elles, nous avons organisé des instances de formation, de réflexion et de stratégie conjointes travaillant au développement et à la croissance du Mouvement social des femmes. C'est ainsi que nous prenions en compte les problèmes historiques et les besoins concrets.

Au fur et à mesure que nous nous faisions plus proches des femmes des divers quartiers, réalisant avec elles un bilan des préoccupations, des difficultés dont elles-mêmes prenaient plus nettement conscience, nous sommes arrivées à définir les lignes de force de notre pratique.

Petit à petit, nous avons mieux compris le lien existant entre le sexe et la condition sociale ; c'est ce que nous appelons "la féminisation de la pauvreté", c'est-à-dire, d'une part, l'impact discriminatoire qu'ont les politiques d'ajustement et, d'autre part, l'augmentation du nombre des femmes parmi les pauvres. Cela induit des besoins et des demandes liées à la définition de nouvelles stratégies de survie qui soient capables de transformer de façon positive la condition des femmes à partir de leur vécu familial et communautaire.

Aujourd'hui, après de nombreuses années de travail, on ressent encore une tension entre la nécessité de subvenir à des besoins matériels et celle de prendre en compte d'autres besoins de type plus subjectif.

Par conséquent, notre programme se développe suivant différentes lignes d'action qui contribuent à la transformation des conditions de vie des femmes des milieux populaires tout en faisant droit à leur spécificité et aux modalités de participation qui leur sont propres.

Du point de vue de la localisation, il est implanté dans cinq zones de la ville de Córdoba : José Ignacio Díaz / 23 de Abril et extension, B° Marquez Anexo / Fragueiro, Parque Liceo, B° Matienzo / Estación Flores / Villa Adela, et Villa El Libertador.

Pour résumer tout cela, nous pourrions dire que ces groupes de femmes se caractérisent par une redéfinition permanente de leur identité, par une recherche constante d'une place différente dans leurs communautés, par la mobilité de leurs membres actifs (même s'il existe toujours un groupe de base constamment présent), étant donné l'entrecroisement des conflits et des difficultés qui conditionnent leur développement, qu'il soit personnel ou collectif.

a) Soutien pour l'amélioration des conditions de travail

Ce type d'actions a toujours été très difficile à promouvoir dans la mesure où sa réussite échappe en grande partie à l'institution. Toutefois, on a essayé de mettre en place différentes stratégies.

* *Développement, promotion des crèches et garderies* afin de les rendre plus performantes. (Cette expérience a débuté à la garderie "Nos rêves" du Parque Liceo). L'objectif de ces réalisations ne vise pas seulement à veiller aux soins, à l'alimentation et au développement des petits enfants, garçons et filles, qui leur sont confiés, mais aussi, et de façon plus radicale, à permettre aux femmes de s'insérer dans le marché du travail dans des conditions différentes, en réduisant au maximum les contraintes et l'angoisse que représente toujours le fait de devoir laisser de petits enfants seuls, sans la présence d'un adulte. Par ailleurs, à travers cet effort de formation, on vise à développer les capacités d'organisation, de maîtrise administrative et pédagogique des femmes qui sont responsables de l'organisation de ce service.

* *Mise à jour et diffusion d'informations relatives aux institutions, organismes ou stages visant à la formation professionnelle des femmes* en privilégiant (mais sans exclusive) les bourses de travail et le soutien d'entreprises productives par la médiation

du directoire intitulé "Pour ouvrir de nouvelles possibilités".

* *Promotion, appui et incitation au développement d'initiatives qui impliquent des rentrées d'argent* comme ce fut le cas pour les foires artisanales de quartiers qui ont été montées avec des bonheurs divers par des femmes de plusieurs quartiers.

b) Soutien pour renforcer des groupes de femmes dans les quartiers, à partir de leur propre vécu de femmes en train de se construire une identité différente de celle qui leur est imposée socialement. Ces groupes sont des lieux d'apprentissage, de développement et d'épanouissement personnel propre à ces femmes car elles en sont les animatrices et leur mission est de subvenir aux besoins des femmes de leur secteur. Leurs activités sont liées à une diffusion et sensibilisation de la condition de la femme au moyen de réunions, d'ateliers et d'événements publics ayant lieu aux dates importantes du calendrier du mouvement des femmes. Elles organisent des actions en vue de recueillir des fonds qui leur permettent ensuite de participer librement aux Rencontres de femmes.

c) Formation sur des questions liées à la condition féminine

Cette ligne d'action provient de la nécessité de répondre aux multiples demandes de divers groupes, organismes et institutions relatives à cette question. Cette proposition nous permet d'approfondir notre réflexion, de rendre possible un regard critique et de faire des propositions sur les conditions de vie des femmes.

À travers le programme intitulé "En nous connaissant... nous nous transformons", nous offrons des modules de formation dont la mise en place a été conçue au cours de différentes réunions et rencontres. Ces modules présentent une logique globale et une cohérence interne mais leur exécution peut varier suivant les besoins particuliers.

Les thématiques ainsi définies et proposées correspondent aux aspects essentiels qu'en équipe d'animation nous avons sentis comme étant les préoccupations et les besoins majeurs des

femmes des quartiers populaires. C'est ainsi que nous avons conçu quatre modules :

- 1) Identité
- 2) Participation et citoyenneté
- 3) Droits en matière de conception et de sexualité
- 4) Violence domestique

d) Formatrices et conseillères d'orientation en matière légale

Il s'agit de l'implantation d'un espace réservé à la formation et au suivi des femmes responsables des divers quartiers, organismes ou communautés qui se préparent à assumer la charge de formatrices et conseillères d'orientation en matière légale.

Cette stratégie vise à doter ces femmes de connaissances, d'informations et d'outils qui leur permettent de conseiller, d'éclairer et d'accompagner des femmes aux prises avec des situations ou des conflits d'ordre familial ou personnel dans le cadre de la législation en vigueur.

Ce cours qui vient juste de commencer a l'intention de faire des propositions concrètes d'action en ce qui concerne la législation et l'administration de la justice.

e) Diffusion

L'inscription sur le calendrier officiel des questions relatives à la sexualité, la discussion ouverte et le débat qui s'est tenu autour de ces différentes problématiques, la socialisation de ces réflexions et les avancées enregistrées sur ce terrain constituent une préoccupation qui requiert toute notre attention. Il s'agit de faire revivre l'histoire spécifique des femmes qui est demeurée trop souvent silencieuse, de retrouver l'essentiel de leurs actions et de leurs différentes formes de lutte ainsi que de leur revendications permanentes.

Dans ce but nous développons des lieux réservés à la conception de programmes, à des débats et des émissions sur la FM SUD ; nous rédigeons des prospectus, des affiches et des brochures qui reprennent les dates les plus importantes de leur histoire, présentent leur programme et leurs propositions. Sous le nom de "Série Lila", nous produisons une documentation variée qui se fait l'écho des discussions et

réflexions qui ont lieu dans les différentes instances avec les femmes des milieux populaires ainsi que les réflexions théoriques et méthodologiques qui sont conduites par l'ensemble de l'équipe.

f) Articulations multisectorielles.

En tant qu'institution nous avons le sentiment de faire partie du mouvement des femmes et en tant que telles nous apportons notre concours aux différentes activités, représentations et coordinations que nous avons suscitées ces dernières années. Nous misons autant sur les espaces de formation que sur les instances intersectorielles, locales et régionales, sur les lieux propices à la réflexion et au débat que sur les stratégies d'action publique. Nous sommes convaincues que tout changement socio-culturel exige des efforts collectifs, de nouveaux consensus dans la société civile et la construction de mouvements sociaux solides et cohérents dans les réclamations et leurs propositions. Il s'agit d'un long chemin qui ignore la lassitude.

Dans cet ordre d'idées et au niveau local nous travaillons à ce que soit votée une loi provinciale qui permette aux femmes pauvres de choisir en toute liberté le nombre d'enfants qu'elles désirent et les délais qui leur semblent raisonnables entre chaque naissance. Ce qui veut dire qu'elles auraient le droit de choisir leur propre vie plutôt que de se voir imposer comme un destin obligé une maternité pénible et risquée.

Nous soutenons et accompagnons la formation du Réseau de femmes des quartiers et villes de Córdoba car il est un espace d'articulation privilégié des différentes organisations et groupes qui défendent les droits légitimes des femmes des milieux populaires.

Nous ne manquons pas de nous préoccuper, comme d'une dette dont nous avons commencé à répondre, de la systématisation et de la récupération théoriques et techniques des avancées que nous avons obtenues conjointement avec les femmes.

Il est certain que, comme il s'agit de transformations concernant la sexualité et, par conséquent, les relations de pouvoir, la tâche sera ardue ; elle

impliquera le concours de tous et de toutes ; elle suppose le défi de rassembler des volontés autour d'un changement qui inclut des aspects structurels, financiers, politiques, culturels et familiaux. Il subsiste de nombreux points d'interrogation concernant la façon dont ces changements qui affectent particulièrement les hommes sont reçus par ces derniers, sur les modalités de modifications des structures

propres aux institutions de proximité, sur notre façon d'augmenter les interventions des femmes sur la scène publique, d'articuler les revendications des secteurs qui souffrent le plus de l'exclusion en soutenant leurs réclamations au lieu de les concurrencer, d'incorporer de nouveaux paramètres de socialisation et d'éducation, d'élargir les possibilités d'insertion dans le monde du travail dans un

contexte de récession, etc. Nous avons la certitude que dans notre réflexion permanente et systématique sur la pratique quotidienne, en union avec les femmes des milieux populaires, nous lèverons le voile sur tous ces points d'interrogation.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Vivez chaque jour à l'heure latino-américaine



*DIAL est l'unique distributeur en France
de l'Agenda latino-américain 1998*

Agenda latino-américain 1998

*Le
succès remporté par
l'agenda latino-américain
dans de nombreux pays
témoigne de la place importante
qu'il occupe dans le monde
de la solidarité, ainsi que
du soutien indéfectible
de tous ceux et celles
qui l'ont adopté*

*174 pages, format 21x17,5, couverture couleur
Passez dès maintenant votre commande*

à DIAL

Un exemplaire : 80 F + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 F

2 ou 3 exemplaires : 21 F

4 ou 5 exemplaires : 28 F

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**